

UNE FAÇADE TROMPEUSE

UN VIDE POLITIQUE

AINSI le XV^e Congrès du P. C. F. vient de se terminer. Il n'a apporté aucune surprise. En réalité, il n'y eut aucun débat politique. Les membres du Bureau Politique sont venus commenter le rapport du secrétaire général et les représentants des Fédérations donner des informations sur leurs départements, comme des préfets rendent compte au pouvoir central. Aucun d'eux n'a abordé les problèmes sous l'angle de la politique générale.

Comment ce Congrès qui comprenait un nombre considérable de permanents, sur les quelque cinq cents délégués, aurait-il pu être différent? Les observateurs ont tous relevé combien les interventions étaient ternes et monotones.

LA NOUVELLE DIRECTION.

Midol, Martel, Gourdeaux, Gillot, Delfosse, Caille, Madeleine Colin, Berlioz, Colombini, Tournemaine ne font plus partie du Comité Central. C'est à leur demande que certains vétérans auraient été relevés. C'est fort possible, en tout cas leur départ du C. C. n'a pas de signification politique. Quant aux autres, s'agit-il vraiment de limogeage? Leur congé ne devrait-il pas être plutôt interprété comme une concession envers Lebrun et les dirigeants de la F. E. N. qui considèrent que le nombre des membres du Bureau Confédéral de la C. G. T., membres dirigeants du P. C. F., est beaucoup trop élevé?

Le Secrétariat du Comité Central est remanié. Waldeck-Rochet y entre. D'organisme d'expédition du travail courant, il semble que la promotion de Waldeck-Rochet signifie que Thorez a l'intention d'en faire un organisme plus politique. On remarquera, sans échafauder d'hypothèse, que Waldeck-Rochet passe pour avoir manifesté de fortes réticences pour voter les pouvoirs spéciaux et on se souviendra du caractère nuancé des articles qu'il écrivait dans « L'Humanité » au moment de la Révolution hongroise. Il insistait sur la malversation de l'équipe Rakosi. Est-ce à ce titre qu'il devient membre du secrétariat ou est-ce tout simplement parce qu'il est désormais président du groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale?

On peut dire, cependant, qu'il n'y a pratiquement rien de changé. Les amendements? Seuls les plus anodins ont été retenus, comme on peut s'en assurer à la lecture de « L'Humanité » du 4 juillet 1959. (Thèses adoptées par le XV^e Congrès.)

L'OPPORTUNISME.

Quelles perspectives faut-il donner aux masses?

Le XV^e Congrès répond: **la démocratie renouée**. Un programme a été adopté à cet effet (nous l'avons commenté dans les derniers numéros de « La Vérité des Travailleurs »). La lutte pour le socialisme se placerait dans le cadre de l'approfondissement de cette démocratie renouée. Il n'y aurait pas rupture de continuité ou si peu qu'il s'agit d'une clause de style. C'est ainsi que Jacques Duclos, une nouvelle fois, et Waldeck-Rochet, ont exposé la théorie des voies parlementaires et pacifiques.

Cette politique est en réalité celle du sauvetage que la démocratie bourgeoise, comme en 1945. **Elle crée des conditions favorables pour que la direction des masses en lutte contre le bonapartisme gaulliste échappe à la classe ouvrière transformée en force d'appoint. Elle peut permettre à la bourgeoisie d'opérer un redressement ultérieur, comme à partir de 1947 et avec toutes les suites que cela comporte.**

Cependant, ne nous plaçons pas dans le cadre d'un program-

me de transition, comme la situation l'exige, mais restons sur le terrain de la lutte pour la démocratie renouée. Même ainsi, les conséquences des orateurs du Congrès, du rapporteur, des thèses apparaissent pleinement.

Bernard Jourdain n'a pu cacher qu'il faudrait, pour venir à bout de l'actuel régime, une grande poussée de masses. Marcel Servin pense même que le dynamisme du mouvement devra être supérieur à celui de 1936. **Malgré ces considérations, la politique du P.C.F. s'inspire du légalisme le plus farouche.**

Zyromski, dans la Tribune de Discussion, fit quelques réserves:

« Il faut donc chercher, utiliser, exploiter à fond le terrain, le travail « légal » de la démocratie, mais il ne faut pas s'y confiner, il ne faut pas s'y enliser. »

R. Guyot fut désigné pour répondre au nom de la direction. Il reproche à Zyromski ses réticences:

« Si le camarade Zyromski a raison de dire qu'il faut chercher, utiliser, exploiter à fond le terrain « légal » de la démocratie, il ne devrait pas craindre de s'y confiner ou de s'y enliser. »

Lorsqu'il est question, dans les thèses, de la nécessité de susciter un fort mouvement de masse, on écarte toutes les formes d'action qui pourraient déborder le cadre de la légalité. Comment alors véritablement organiser les masses? Toutes formes de Comités représentatifs, qui pourraient reprendre les revendications politiques et économiques de la classe ouvrière et des classes moyennes, constituer un instrument de contrôle du Parlement par exemple, sont bannies. Seuls sont autorisés les Comités de ceci ou de cela avec compétence limitée à l'avance. Cependant, Thorez et Duclos furent mis en accusation par le Parti Communiste Yougoslave, à la première réunion du Bureau d'Information, pour opportunisme. Thorez fut obligé d'admettre qu'il aurait fallu en 1936 (il ne parla pas de 1945) promouvoir des Comités de base de « Front populaire ».

En 1959, on travaille toujours, par conséquent, quasi exclusivement en direction des sommets bourgeois, malgré les dénégations de toute sorte.

LE SECTARISME.

Le mouvement des masses qu'on veut enfermer dans le corset du légalisme, c'est le Front Unique de la classe ouvrière entraînant les classes moyennes.

La question du Front Unique fut abordée au Congrès beaucoup plus abondamment que dans le rapport et les thèses. C'est Fajon et un nouveau membre du Bureau Politique, Georges Marchais, qui furent chargés des exposés.

Marchais met sur le même plan le Parti Socialiste S.F.I.O. et le Parti Socialiste Autonome. En effet, qu'il s'agisse de l'un ou de l'autre «... la condition du Front Unique demeure la même, c'est le travail à la base ». Personne ne reprochera au P.C.F. d'insister sur le travail à la base, d'autant plus, comme nous venons de le voir, qu'il y aurait beaucoup à dire sur ce qui est pratiqué dans ce domaine. Mais le travail à la base ne devrait pas être opposé au Front Unique d'organisation à organisation et les propositions adéquates au sommet facilitent l'union des militants et réciproquement. S'y dérober, c'est confondre la direction de la S.F.I.O. avec celle du P.S.A., c'est ne pas apprécier justement ce que représente la création du nouveau Parti: une crise progressive de la bureaucratie réformiste avec des possibilités d'évolution centriste. Après l'opportunisme légaliste et national, le sectarisme de nouveau!